



Déclaration Liminaire

Nous sommes réunis ce jour pour une réunion du conseil départemental de l'action sociale du Puy-De-Dôme.

L'enquête sur l'Action Sociale qui a été transmise aux organisations syndicales et qui doit être examinée aujourd'hui, nous fait réagir.

Aujourd'hui, dans notre courte liminaire nous avons choisi de n'aborder qu'un des piliers de l'Action Sociale : l'aide à la parentalité.

Au-delà du satisfecit général affiché dans cette enquête, à la CGT, nous notons en creux des indicateurs alarmants.

En effet, la baisse de la connaissance des dispositifs d'aide à la parentalité est de 4 % (passant de 70 % à 66%) et surtout la satisfaction des usagers est en baisse de 6 % (passant de 86 % à 80%).

Comme nous le dénonçons, cela montre que la refonte des sites web ainsi que la réforme de la gouvernance de nos associations avec création d'une fédération de l'action sociale finances (la FASF au dessus de l'AGRAF et de l'ASF anciennement ALPAF et EPAF) ne compense en rien le travail effectué par nos services départementaux de l'AS.

Cela prouve également que la création d'un échelon régional ne résorbe en rien les délais d'attentes dûs au manque de ressources comme à l'ALPAF.

Enfin cela illustre également que de confier la gestion de prestation, tels les CESU, à des prestataires externes n'améliore en rien l'accès à ces dispositifs (certains usagers parlant d'un véritable parcours du combattant)

Tout ceci est d'autant plus dommageable, que cette même enquête indique une hausse des recours de +4 % sur les dispositifs d'aide à la parentalité : démontrant ainsi que la demande concernant l'aide à la parentalité n'a jamais été aussi forte au sein des agents de notre administration.

Ce triste bilan illustre malheureusement les conséquences inévitables d'année de coupe budgétaire au sein de l'action sociale ainsi que des projets hasardeux de réorganisation de notre réseau de l'action sociale ainsi que de nos associations.

Les besoins de nos agents n'ont jamais été aussi importants ; c'est pourquoi la CGT Finances continuera à revendiquer et à se battre pour une politique d'action sociale ambitieuse avec des moyens à la hauteur de nos enjeux.

Nous souhaiterions également aborder le sujet des conditions d'inscription aux colonies de vacances, inscriptions qui se sont déroulées le 11 mars dernier à 13h (pour le mois de juillet). Face aux très nombreuses connexions, le site a très vite planté ce qui a généré une source de stress pour de nombreux parents n'arrivant pas à se connecter ou lorsqu'ils ont pu enfin accéder au site les colonies sélectionnées par leur enfant étaient complètes.

Nous regrettons le manque d'anticipation et la sous-évaluation faite de ces connexions.

Nous souhaitons qu'un bilan des conditions d'inscription soit fait.

Nous apportons notre soutien aux salariés de l'ASFV qui ne sont pas responsables de cette situation.